

Pour l'égalité, en 2011 : je marche, en 2012 je vote !

Depuis 18 ans, nous, citoyennes et citoyens de toute la région, défilons et militons dans les rues de Marseille pour répondre aux discriminations et à l'invisibilité auxquelles nous sommes toujours confrontés en raison de nos orientations sexuelles ou de nos identités de genre : nous sommes Lesbiennes, Gays, Bisexuel-les, Transgenres, transsexuel-les et intersexes et pour nous, l'école, le travail, la vie publique et familiale ne sont jamais tout à fait les mêmes que pour un-e hétérosexuel-le.

Notre liberté d'aimer et de vivre en couple rencontre mille obstacles.

Ce jour est un **jour de fête, d'affirmation** aux yeux d'une ville, d'un département, d'une région et d'une société. C'est aussi un jour **de solidarité** pour toutes celles et tous ceux qui, chez nos voisins d'Europe et du monde entier ne peuvent pas défiler de façon festive et pacifique en raison de l'insécurité et des interdictions générées par des réactions homophobes.

Oui, l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie rendent nos vies plus difficiles et peuvent même tuer, encore en France, aujourd'hui, et partout dans le monde !

Nous sommes là ainsi pour percer le mur de l'indifférence et porter haut notre revendication d'égalité !

Nous n'aurons rien gagné tant que nous n'aurons pas gagné les droits de toutes et tous les citoyen-ne-s !

Pour conquérir enfin l'égalité, nous demandons à notre gouvernement et à nos élu-e-s :

- **L'égalité des droits** notamment en matière **de couples**, de mariage, à l'heure où tant de nos voisins ont déjà adopté l'égalité complète entre les couples quelle que soit leur composition. La suppression des obstacles administratifs rencontrés par les couples pacés bi-nationaux.

- **L'égalité des droits pour les familles homoparentales avec l'ouverture de l'adoption aux homosexuels-les et la reconnaissance de droits et devoirs pour le parent social** : pour l'égale protection de tous les enfants, il doit être reconnu qu'un

parent homosexuel est avant tout un parent en matière de garde d'enfants, de droit de visite, de congé parental, de droit d'hériter, d'élection en tant que parent d'élève, etc.

- de se faire le relais des campagnes nationales ou d'être à l'origine de la mise en place de **dispositifs de sensibilisation et d'éducation dans les structures éducatives (collèges, lycées et universités), sportives, sociales et culturelles** favorisant la prise de conscience de la diversité sexuelle et encourageant les attitudes d'ouverture et de respect envers chacun-e.

- de fournir les moyens pour le développement rapide des **structures d'accueil de jeunes rejeté-e-s** par leur famille et/ou victimes de violences en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

- d'être proactif dans la **prévention santé ciblée** (lutte contre le sida/vih, maladies sexuellement transmissibles, suivi gynécologique, cancers) soutenue par des campagnes de communication non plus seulement généralistes mais **spécifiquement destinées aux lesbiennes, Gays, Bisexuel-les, Transsexuel-les, transgenres et intersexes** afin d'améliorer l'offre de dépistage.

- de mettre en œuvre une **refonte totale des politiques publiques concernant les personnes trans** : abolition de toute corrélation entre changement de sexe en droit et parcours médical, reconnaissance des familles transparentales et accès à la parentalité des personnes trans.

- d'intervenir auprès des entreprises locales, petites et grandes, pour promouvoir **une réelle politique de lutte contre les discriminations au travail** liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre sous la forme appropriée et de l'appliquer dans les services de l'état et des collectivités locales, y compris l'enseignement.

- La **participation des associations LGBT** aux cérémonies de la République commémorant **le souvenir de la déportation**.

- **Une solidarité** active de la France à l'égard des **personnes victimes de violations des droits humains dans le monde, l'accueil et le droit d'asile pour les personnes persécutées**, un positionnement fort de nos Etats en faveur du respect des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre, et une dénonciation des gouvernements homophobes.

A Marseille et sur l'ensemble de notre territoire régional, nous demandons à nos élu-e-s dès maintenant :

- de mettre à l'ordre du jour ces revendications LGBT en faveur de l'égalité dans la sphère de leurs responsabilités
- de célébrer les PACS dans toutes les mairies et notamment dans les 4 mairies de secteur de Marseille qui ne l'ont pas encore voté (4/5^{ème} arr. 6/8^{ème} arr., 9/10^{ème} arr., 11/12^{ème} arr.).
- de faire en sorte que le service des sports de la ville de Marseille fasse **la promotion de la *Charte contre l'homophobie dans le sport* portée par le Ministère des sports** auprès des clubs sportifs et des structures de la ville sous la forme de campagnes d'information et de toute action appropriée .
- de mettre en place des **dispositifs de sensibilisation** et de soutenir toute action de terrain à destination des structures éducatives, sociales et culturelles qui oeuvrent **dans les cités et banlieues et auprès des communautés culturelles constitutives de la richesse de notre territoire** afin de favoriser la prise de conscience de la diversité sexuelle et d'encourager les attitudes d'ouverture et de respect envers les personnes LGBT.
- d'une manière générale et spécifique, de faire en sorte par des actions annuelles, budgétées et renouvelées que **Marseille, Les Bouches du Rhône et la Région PACA soient un territoire français de référence** où il fait bon vivre quelle que soit son orientation sexuelle ou son identité de genre, sans crainte de discriminations.

Toutes les associations et organisations LGBTTI de Marseille se mettent à votre disposition pour vous informer et vous former sur les besoins et attentes de la communauté LGBTTI de manière générale et ciblé en fonction de vos demandes.